

Afrique : la menace des faux vaccins

mercredi 9 juin 2021, par [TAYLOR Darren](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2021).

Frontières poreuses, réseaux criminels bien organisés, marché informel répandu... Alors qu'il manque cruellement de vaccins contre le Covid-19, le continent africain a tout pour séduire les criminels en blouse blanche. Il est le lieu idéal où répandre de faux vaccins et représente une manne gigantesque pour les gangs, analyse le Centre Bhekisisa pour le journalisme de santé.

Le 6 mars 2020, soit au lendemain de la confirmation par les autorités [sud-africaines d'un premier cas de Covid-19](#) et quelques semaines après que [l'Égypte a été le premier pays](#) du continent africain à déclarer une contamination, la police ougandaise a arrêté un guérisseur et sa fille dans un village à 120 kilomètres à l'est de Kampala, la capitale de l'Ouganda.

"Ils avaient rendu visite à plusieurs familles et leur avaient dit qu'ils avaient découvert un vaccin contre le coronavirus, explique Fred Enanga, porte-parole de la police. Les habitants les avaient crus et avaient acheté le prétendu vaccin à un prix négocié avec le vendeur avant de recevoir l'injection."

Le 19 novembre, un incident nettement plus grave est survenu dans un entrepôt de Germiston, explique Mlungisi Wondo, responsable de l'Agence sud-africaine de réglementation des produits de santé (Sahpra).

Des policiers avaient repéré un "lot suspect" en provenance de l'aéroport de Tambo, à l'est de Johannesburg. Après avoir ouvert "plusieurs cartons", un agent avait contacté la Sahpra.

"Nos inspecteurs sont arrivés et ont découvert des seringues préremplies, avec des étiquettes en chinois. Les deux personnes présentes sur place - le propriétaire de l'entrepôt et le propriétaire, chinois, de la marchandise - ont été arrêtées, poursuit Wondo. Il était clair que ces seringues étaient destinées à être vendues comme d'authentiques doses de vaccin contre le Covid-19."

D'après Interpol, ces faux vaccins avaient été mis en vente sur [le réseau social chinois WeChat](#) et importés depuis Singapour en tant qu'"injections cosmétiques".

Travaillant en coopération avec la Sahpra, la police "essaie toujours de savoir si des lots ont été distribués dans le pays. Le risque, à présent, est que des gens se fassent injecter ces faux vaccins. Nous ne savons pas ce qu'il y a dedans. Des tests sont en cours au Laboratoire national de contrôle, à Bloemfontein."

Le 15 janvier, l'Agence nigériane de contrôle sanitaire (Nafdac) a annoncé que de faux vaccins circulaient dans le pays. "La Nafdac demande instamment aux citoyens de faire attention, a déclaré la directrice générale de l'agence, Mojisola Adeyeye. Aucun vaccin contre le Covid-19 n'a encore été approuvé par la Nafdac. Ces faux vaccins pourraient tuer des gens."

L'Afrique, royaume de la contrefaçon

Tous ces exemples montrent que l'Afrique est un terrain fertile pour la distribution de vaccins volés

ou contrefaits. Or, l'émergence de nouveaux variants du virus, comme celui identifié en Afrique du Sud, ne va qu'accroître la demande en vaccins - ces variants étant plus contagieux encore que le virus initial.

Les statistiques montrent que le continent est particulièrement vulnérable au risque de contrefaçons. Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), entre 2013 et 2017, près de [la moitié des médicaments falsifiés](#) ou ne répondant pas aux normes standards étaient concentrés en Afrique subsaharienne, où les contrôles sont faibles et les frontières poreuses et où la distribution de faux produits pharmaceutiques n'est généralement pas considérée comme un crime, en dépit du danger que ces derniers peuvent représenter.

Comme le rappelle le rapport de l'OMS, les faux traitements [contre le paludisme](#) sont responsables de 158 000 morts chaque année en Afrique subsaharienne, et le marché des contrefaçons de médicaments pourrait représenter 200 milliards de dollars, soit de 10 à 15 % du marché mondial des produits pharmaceutiques.

En Afrique du Sud, la campagne de vaccination [qui devait être lancée avec le vaccin d'AstraZeneca](#) a été temporairement suspendue après la découverte de nouvelles informations montrant que ce vaccin n'offre que 10 % de protection contre les formes graves et sévères de la maladie provoquée par le variant dit "sud-africain".

Le ministère de la Santé a annoncé la création d'une étude pour comparer l'efficacité des vaccins Johnson & Johnson, Pfizer et peut-être AstraZeneca contre le nouveau variant du virus. Les formes graves de la maladie débouchent sur un nombre élevé d'hospitalisations et de morts, c'est pourquoi la vaccination est un outil de lutte important dans cette pandémie.

Mais la campagne [fera face à] de nombreux obstacles. *"[C'est] une opération inédite, aussi bien par son ampleur que par sa complexité. Cela donnera-t-il naissance à des activités criminelles ? Probablement. Mais la question principale reste de trouver comment administrer le vaccin à des millions de personnes"*, explique Salim Abdool Karim, épidémiologiste et coprésident du comité scientifique consultatif sud-africain sur le Covid-19. *"Le dispositif chargé d'encadrer les vaccins semble assez solide. Les mesures de sécurité autour des vaccins seront fortes"*, ajoute Karim, qui dirige également le Centre du programme de recherche contre le sida en Afrique du Sud (Caprisa).

Mauvaises routes et crime organisé

Les contrôles seront toutefois loin d'être aussi stricts que ceux pratiqués en Europe et aux États-Unis, où à chaque maillon de la chaîne de distribution - des aéroports aux transporteurs en passant par les fabricants - des équipes spécialement formées veillent sur les vaccins.

Les sociétés vérifient les possibles antécédents de tout leur personnel ; les caisses de vaccins sont équipées de traqueurs GPS et sont entreposées dans des lieux secrets ; certaines doses sont dotées de technologies de vérification à la lumière noire (des marques qui n'apparaissent que sous des rayons ultraviolets) pour prouver leur authenticité ; certaines entreprises utilisent également des leurres pour tromper les criminels.

En revanche, dans la plupart des pays d'Afrique, les autorités sont encore empêtrées dans des négociations pour obtenir des vaccins et trouver des solutions à l'immense défi logistique que représente leur distribution dans de vastes territoires dotés de réseaux routiers en mauvais état, voire inexistants. De nombreux professionnels parmi les forces de police, les douanes, les représentants gouvernementaux et les spécialistes du crime organisé estiment que les autorités ne sont actuellement pas en mesure de protéger les vaccins.

L'Afrique compte près de 1,4 milliard d'habitants, selon les derniers chiffres de Worldometer. En novembre dernier, un rapport de l'OMS soulignait que *"l'Afrique [était] loin d'être prête pour ce qui sera la campagne d'immunisation la plus massive du continent"*.

Selon ce rapport, qui reprenait des données fournies par les pays eux-mêmes, l'Afrique affiche un taux de préparation de 33 % pour la campagne de vaccination, soit bien en deçà des 80 % recommandés par l'OMS.

Toujours selon ce rapport, seuls 24 % des pays africains possèdent *"les financements et ressources nécessaires"* à l'opération ; tout juste 17 % ont mis en place des outils de surveillance et de collecte de données ; et 12 % seulement ont établi des programmes de communication pour *"nourrir la confiance et créer de la demande autour du vaccin"* au sein de la population.

Pour Maurice Ogbonnaya, criminologue et ancien analyste de la sécurité à l'Institut national pour les études législatives et démocratiques de l'Assemblée nationale nigériane, à Abuja, ces *"lacunes"* et la désorganisation des autorités pourraient permettre à [des réseaux du crime organisé](#) de voler des vaccins ou d'introduire des contrefaçons dans les chaînes de distribution.

Un marché noir des vaccins

Inspirée par le sort d'une de ses sœurs devenue [dépendante de la codéine](#) illégalement importée au Nigeria, Ruona Meyer a passé plus d'un an à infiltrer des gangs trafiquant des produits pharmaceutiques en Afrique occidentale.

Elle s'est fait passer pour une acheteuse – et a participé [au documentaire Sweet Sweet Codeine](#). Son travail a permis plusieurs arrestations et condamnations, dont celle d'un responsable de groupe pharmaceutique.

"En Afrique, tous les éléments sont réunis pour voir émerger un marché noir des vaccins", reconnaît Meyer. L'augmentation du nombre d'infections et de morts, de même que les troisième ou quatrième vagues de contamination, pourrait accroître les inquiétudes et faire augmenter la demande de vaccins.

Il y a des moments où l'on sera en manque de vaccins, et c'est là que les criminels en profiteront. On a déjà observé ce phénomène avec les équipements de protection [et la chloroquine](#) : les réseaux criminels n'ont pas eu beaucoup de mal à faire passer leurs contrefaçons dans les réseaux de distribution mondiaux.

La demande en chloroquine, traitement utilisé contre la polyarthrite rhumatoïde, le lupus érythémateux et le paludisme, a explosé après que [le professeur Raoult a prétendu](#), en mars 2020, que cette substance était *"efficace"* contre le Covid-19.

Les ONG mouillées

Les avocats Marius Schneider et Nora Ho Tu Nam conseillent certains des plus grands groupes pharmaceutiques du monde sur les questions de propriété intellectuelle. Dans un rapport publié par le *Journal of Intellectual Property Law & Practice* de mai 2020, ils mettaient déjà en garde les lecteurs contre le risque de faux vaccins sur le continent.

Le cabinet de Schneider coopère parfois avec les forces de l'ordre pour des opérations de saisie de contrefaçons et représente plusieurs multinationales pharmaceutiques devant les tribunaux.

"Nous avons été confrontés à des cas où des ONG étaient impliquées dans la distribution de vaccins"

contrefaits. Ces organisations avaient reçu mandat pour vacciner les populations, mais des employés sur place faisaient partie de réseaux de trafiquants”, explique Schneider.

Selon l’estimation de l’IQVIA Institute for Human Data Science, le montant des dépenses pharmaceutiques mondiales a atteint 125 000 milliards de dollars en 2019. Un chiffre qui, selon ses projections, pourrait dépasser les 150 000 milliards de dollars en 2023. De quoi aiguïser l’appétit du crime organisé, souligne Ho Tu Nam.

En septembre 2015, un tribunal britannique a condamné deux anciens consultants des Nations unies à des peines de prison pour corruption en lien avec un contrat entre un laboratoire pharmaceutique danois et des représentants [de la République démocratique du Congo](#). Guido Bakker et Sijbrandus Scheffer ont accepté un pot-de-vin de près de 747 000 euros pour la signature d’un contrat de 75 millions de dollars.

“Les réseaux du crime organisé se sont toujours intéressés aux produits pharmaceutiques parce qu’ils offrent des marges élevées et des risques limités”, explique Mark Micallef, directeur de l’Observatoire pour le Sahel et l’Afrique du Nord pour l’Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée. “Ils vont partout où il y a de gros profits à faire à un moment donné. Il est donc certain qu’ils se lanceront d’une manière ou d’une autre dans la distribution de faux vaccins.”

Le rôle de la mafia italienne

Schneider a consacré une bonne partie de sa carrière à la lutte contre le crime organisé. Il a notamment participé [à la célèbre enquête Gomorra](#), sur des produits de contrefaçon, notamment des outils électriques, vendus dans toute l’Europe, qui a entraîné la chute de plusieurs grandes figures de la Camorra, la mafia napolitaine. “La Camorra avait installé ses centres de production en Chine”, se souvient Schneider.

Dans un rapport de 2019, les Nations unies estimaient que 75 % des médicaments contrefaits ou ne répondant pas aux normes de qualité, provenaient [de Chine - premier partenaire commercial de l’Afrique](#) - et d’Inde, un pays qui a également d’étroites relations avec le continent. Le premier fabricant de vaccins du monde, le Serum Institute, installé en Inde, produit déjà les vaccins [des laboratoires AstraZeneca](#), et la Chine compte au moins trois candidats vaccins, dont deux sont déjà en cours de distribution.

D’après l’Office des Nations unies contre les drogues et le crime (UNODC), cela fait déjà plusieurs décennies que les mafias italiennes trafiquent des produits pharmaceutiques volés ou non réglementaires, dont la plupart sont fabriqués en Asie. Au début de décembre, un enquêteur britannique s’exprimant sous couvert d’anonymat a déclaré que “les réseaux mafieux [faisaient] circuler de faux vaccins dans toute l’Europe”.

Il a également confirmé l’existence de liens entre ces groupes mafieux et “plusieurs gangs criminels au Nigeria, au Maroc, en Égypte et en Côte d’Ivoire”. La Camorra est également présente en Afrique du Sud. En 2014, cinq ressortissants italiens ont été arrêtés près de Port Elizabeth et inculpés pour avoir tenté de vendre des outils électriques de contrefaçon pour une valeur de plusieurs millions de rands sud-africains.

Chaos et désespoir

Plusieurs sources au sein d’agences internationales de lutte contre la criminalité affirment que les routes commerciales solidement établies entre l’Afrique, l’Inde et la Chine permettront aux réseaux criminels d’introduire leurs marchandises contrefaites dans les chaînes de distribution.

Le million de doses du vaccin d'AstraZeneca arrivé en Afrique du Sud le 1^{er} février provenait du Serum Institute. Le ministère sud-africain de la Santé a récemment annoncé qu'il était en négociation avec une entreprise chinoise, Sinopharm, à propos d'un vaccin de son cru.

Nous avons parlé avec un ancien trafiquant de produits pharmaceutiques en Afrique occidentale qui aide aujourd'hui les enquêteurs. Selon lui, les réseaux criminels "*n'attendent que le chaos, le désespoir et l'absence d'organisation*" des campagnes de vaccination pour commencer à distribuer leurs propres produits, ou à voler des lots de vrais vaccins.

Il parle de l'existence d'une "*route bien établie pour faire passer [illégalement] du tramadol [un analgésique dont la consommation est très répandue]*" entre l'Inde et le Nigeria. Selon lui, ce canal "*va être envahi de faux vaccins*". Il ajoute :

"[Il y a des liens entre] des sociétés de façade installées au Nigeria et des partenaires en Inde. Ces derniers vont essayer de remplacer les cargaisons de tramadol par des vaccins anti-Covid-19, parce qu'il y a beaucoup plus d'argent à se faire avec ce produit. On parle de marges dépassant les 1 000 %, avec un faux vaccin."

"*Je suis sûr que dans certains cas la police et les soldats protégeront des caisses de mauvais vaccins (faux ou volés)*", dit-il en riant.

"*Ces trafiquants exploitent d'authentiques besoins sanitaires. Le risque est de voir un scénario similaire se développer là où il y aura des manques de vaccin, notamment dans les régions frontalières du Sahel ; les réseaux criminels pourraient s'engouffrer dans la brèche*", reconnaît Micallef.

Selon Ogonnaya, de nombreux parallèles peuvent être établis entre le trafic de tramadol en Afrique occidentale et le "*probable*" trafic de vaccins volés ou contrefaits.

"Cela tient à la faiblesse des contrôles effectués par les autorités ; à la corruption de ceux qui sont chargés de veiller au respect des règles ; et aussi à l'absence de cadre réglementaire à l'échelle du continent."

Si peu de contrôles

La Fédération internationale des fabricants et des associations pharmaceutiques (IFPMA) est favorable à une "*harmonisation des réglementations*" en Afrique, notamment via l'Africa Medicines Agency (Ama). Selon un communiqué de presse publié en février 2020 par l'Union africaine, l'Ama est "*une proposition d'agence spécialisée de l'Union africaine visant à faciliter l'harmonisation des réglementations médicales dans l'ensemble de l'Union africaine*".

Le traité a été adopté à l'unanimité par l'assemblée de l'Union africaine en 2019 mais, pour l'heure, seule une minorité de pays l'ont ratifié. "*Il y a tant de facteurs qui rendent l'Afrique plus vulnérable en cette période où les vaccins sont en cours de distribution*, reconnaît Cyntia Genolet, directrice associée de l'IFPMA. *La faiblesse des systèmes de contrôle est un élément cité par l'OMS.*"

Andy Gray, professeur en pharmacologie à l'université du KwaZulu-Natal, note qu'"*il ne paraît pas exagéré*" de dire que seuls 10 % des régulateurs africains disposent de "*capacités modérément développées*" tandis que 90 % "*ont des capacités pratiquement égales à zéro*".

Ce déficit, poursuit Genolet, signifie que les chaînes de distribution sont "*très poreuses en Afrique. Quand il y a de nombreux intermédiaires dans la chaîne et peu de contrôles au niveau des frontières, il est facile de faire passer des produits pharmaceutiques de contrebande entre les pays.*"

“L’Afrique du Sud a l’un des meilleurs systèmes de contrôle sanitaire du continent, mais elle compte tout de même des milliers de kilomètres de frontières non surveillées.”

Passer à travers les contrôles

Mlungisi Wondo, de la Sahpra, affirme néanmoins que *“les vaccins de contrebande ou ne répondant pas aux normes seront bloqués par [des] dispositifs aux points d’entrée dans le pays”*. *“Nos contrôles sont très stricts”*, ajoute-t-il.

Selon leur origine, les vaccins pourraient arriver en Afrique du Sud depuis quatre points d’entrée : Durban, Le Cap, Port Elizabeth (par voie aérienne et maritime) et Johannesburg (voie aérienne). *“Les vaccins ne peuvent pas entrer [légalement] sans passer par un de ces points. Et c’est là que se trouvent les services de douanes et de contrôle sanitaire dont les personnels ont été formés pour examiner les produits pharmaceutiques entrant dans le pays”*, explique Wondo.

Cet examen est toutefois superficiel et porte sur l’apparence des colis, les étiquettes, les numéros d’enregistrement et les documents s’y rattachant. *“Si les certificats d’enregistrement sont en règle, la cargaison est transférée à l’entreprise pharmaceutique avant mise à disposition sur le marché. Si les documents ne sont pas réglementaires, on le signale à la Sahpra pour qu’elle procède à des recherches”*, explique Wondo. Il reconnaît toutefois que certains produits de contrebande peuvent parfois *“passer à travers”* les contrôles.

L’Afrique du Sud est réputée avoir une chaîne de distribution sécurisée, déclare Gray. Mais comme la Sahpra ne prend pas de mesures proactives et fait simplement confiance aux bonnes pratiques des laboratoires pharmaceutiques et à la *“vigilance”* de leurs unités de recherche, l’autorité de contrôle peut passer à côté de certains *“problèmes”*.

“Si nos produits sont envoyés dans des pays voisins, est-ce que des produits contrefaits leur sont substitués ? Nous ne savons pas. Les produits que nous importons sont-ils réellement ceux que nous avons commandés ? Jusqu’à présent, nous n’avons rien détecté d’anormal, mais il n’est pas impossible que cela se produise”, reconnaît Gray. Une bonne part des vaccins à destination de l’Afrique du Sud devraient être produits par le Serum Institute, en Inde, que le dispositif Covax [mis sur pied pour assurer la distribution gratuite de vaccins contre le Covid-19 aux pays émergents].

Gray reconnaît que l’Afrique du Sud est *“vulnérable à certains égards”* et que le *“contournement des acteurs traditionnels”* dans la chaîne de distribution représente *“une occasion parfaite pour faire entrer des produits entièrement contrefaits”*, mais il est convaincu – tout comme Karim – que le pays sera confronté à *“des problèmes bien plus graves”*, concernant notamment le transport et la distribution des doses de vaccin.

La porte ouverte aux voleurs

En Afrique du Sud, comme dans bon nombre d’autres pays africains, les injections se dérouleront dans des cliniques et hôpitaux publics et privés, dans des pharmacies, dans des centres mobiles et sur le lieu de travail. Des espaces avec une plus grande capacité d’accueil pourraient également être aménagés pour vacciner davantage de gens le plus rapidement possible.

Selon Gray, ces centres de vaccination seront les points les plus vulnérables de la chaîne de distribution car ils seront moins surveillés que l’expédition des vaccins. Pour Meyer, cela devrait être le cas dans tout le continent.

“Nous aurons du mal à trouver des lieux de stockage sécurisés ; il n’y a pas beaucoup d’entrepôts hautement sécurisés en Afrique. Il pourrait y avoir des vols ou des malversations – de la même

manière qu'un trafiquant pourrait couper de la cocaïne et y ajouter toutes sortes de substances pour maximiser ses profits”.

Si les réserves viennent à manquer et que le nombre de contaminations et de morts continue d'augmenter, la demande risque d'“exploser” et “la porte sera ouverte” aux voleurs ou aux contrebandiers.

“Pour arrêter un trafic de narcotiques, il faut tarir la source. Avec les vaccins, ce sera l'inverse : pour freiner les criminels, il va falloir augmenter les approvisionnements. Plus il y aura de vaccins authentiques sur le marché, moins il y aura de place pour les criminels, et moins la demande sera forte pour les produits de contrebande.”

[Lire l'article original](#)

Darren Taylor

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/enquete-afrique-la-menace-des-faux-vaccins>